

Amendements sur l'éolien : levée de boucliers en Pays-de-la-Loire

23/03 | 11:53

Le conseil régional des Pays-de-la-Loire s'est insurgé mercredi de la "nouvelle tentative +d'assassinat+" que constitue un amendement qui veut restreindre le dispositif de rachat à prix avantageux de l'énergie éolienne, a-t-on appris auprès de la région.

L'amendement "Poignant", du nom de Serge Poignant, rapporteur du projet de loi d'orientation sur l'énergie et député UMP de Loire-Atlantique qui a déposé cet amendement le 16 mars, doit être discuté mercredi et jeudi à l'Assemblée nationale.

Cet amendement prévoit que seuls pourront bénéficier des tarifs avantageux de rachat de l'électricité produite par l'éolien les installations inférieures à 300 kw et celles situées entre 30 et 50 mw.

Le député "vient à nouveau de frapper un grand coup contre l'éolien", selon un communiqué de Jean-Pierre Le Scornet (PS), vice-président de la région et président de la commission environnement et Emmanuelle Bouchaud (Verts), vice-présidente de la commission environnement.

Selon les deux élus régionaux, "on ne peut que s'insurger de cette nouvelle tentative +d'assassinat+ de la seule filière capable de contribuer de façon rapide et significative à l'accomplissement des engagements internationaux de la France".

"Les grands projets ne compenseront pas les nombreux projets de taille moyenne", selon les deux élus qui notent que dans le domaine de l'éolien "plus de 60 projets sont en cours rien qu'en Loire-Atlantique"

A l'instar des deux élus régionaux, l'amendement Poignant a suscité une vive opposition de la filière éolienne et notamment des professionnels du secteur, de nombreux conseillers généraux, maires ou encore députés de Loire-Atlantique.

Amendements sur l'éolien: inquiétudes du conseil régional de Bretagne

AFP 22.03.05 | 19h42

Le conseil régional de Bretagne a exprimé mardi dans un communiqué son inquiétude concernant deux projets d'amendement sur l'éolien, dans le projet de loi sur l'énergie qui sera discuté en seconde lecture mercredi et jeudi à l'Assemblée. En termes de fréquence et force des vents, la Bretagne bénéficie du deuxième potentiel éolien en France après le Languedoc-Roussillon. Le Conseil régional a fixé un objectif d'installation de 1.000 MW d'origine éolienne d'ici 2010. Les amendements 152 et 133, proposés par la commission des affaires économiques de l'Assemblée nationale, stipulent que l'obligation d'achat de l'énergie produite à un tarif relativement élevé par EDF serait réservée aux parcs de plus de 30 MW. "Il n'existe à ce jour aucun parc breton (ni français) supérieur à 30 MW", déplore le conseil régional. "L'habitat diffus qui caractérise notre région et la nécessaire préservation des paysages interdisent l'implantation de projets éoliens de très grande dimension", poursuit-il. "Si ces amendements étaient votés, ils risqueraient de porter un coup d'arrêt définitif au développement de la filière éolienne en Bretagne", prévient le conseil régional. A ce jour, 163 projets de parcs éoliens ont été recensés, qui permettraient de passer d'une puissance installée de 40 MW à 930 MW, précise le communiqué. "Ces parcs éoliens moyens auraient des puissances individuelles projetées inférieures à 12 MW, conformément à la loi jusqu'alors en vigueur" qui limitait la puissance à 12 MW pour pouvoir bénéficier du tarif avantageux de rachat de l'énergie produite.